

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MARS 1920.

Projet de loi modifiant la législation relative aux pensions de vieillesse.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Il est hors de doute que la situation déjà si lamentable avant 1914, de très nombreux vieillards nécessiteux, âgés de 65 ans, s'est trouvée fortement empirée encore par la guerre. Aussi exige-t-elle une solution immédiate : il ne faut pas qu'ils continuent davantage à rester dans la détresse et la misère et qu'ils attendent plus longtemps de l'intervention aléatoire et incertaine de la bienfaisance publique ou privée ce qui leur est nécessaire pour assurer leur existence; il est donc indispensable de donner, sans plus tarder, à ces malheureux, appartenant tant à la classe ouvrière qu'à la classe moyenne; l'assurance qu'il sera bientôt porté remède à leur triste sort par l'octroi de ressources suffisantes pour subvenir à leur entretien.

C'est pour ces motifs que nous n'avons pas voulu tarder à soumettre à vos délibérations une proposition séparée, à portée immédiate en vue de l'assurance-vieillesse.

Nous aurions désiré vous présenter une solution complète et définitive du problème des assurances-sociales, mais pour ce faire, nous devons attendre que la Commission instituée par Arrêté Royal du 23 juin 1919 en vue d'étudier cette question *dans son ensemble*, ait terminé ses travaux. Or, il est sans conteste que l'examen approfondi de la question de l'assurance-maladie et de l'assurance-invalidité nécessitera des études longues et difficiles; il importe, en effet, d'éviter que les propositions qui sortiront des délibérations de ce collège ne donnent lieu aux mêmes critiques que celles qui ont été soulevées en 1914, lors de la discussion des divers projets sur la matière.

Il doit être entendu que dans notre pensée, il ne peut s'agir, en l'occurrence, d'un régime transitoire qui n'anticipe en aucune façon sur la solution définitive qui interviendra sur la matière.

La question reste entière. Sans doute on peut croire que le moment

viendra où un système comportant l'application de la triple assurance obligatoire en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse, sera établi dans notre pays, au lieu et place du régime actuel lequel, cela n'est plus contestable, n'a pas produit, en matière d'assurances sociales, les résultats attendus.

Ainsi, notamment, en matière « vieillesse » on constate par le dernier rapport de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, qu'à la date du 31 décembre 1915, donc plus de 12 ans après la mise en vigueur de la loi du 10 mai 1900, il n'y avait que 80,036 rentiers âgés de 65 ans et plus, dont les rentes acquises se répartissent comme suit, d'après leur montant :

1 à	6 francs.	.	.	32,647
6,01 à	12 —	.	.	29,279
12,01 à	24 —	.	.	8,432
24,01 à	120 —	.	.	8,084
120,01 à	360 —	.	.	647
360,01 à	720 —	.	.	500
720,01 à	1,200 —	.	.	467

Mais le projet que nous vous soumettons peut se concilier avec le régime d'obligation. Car, si absolue et si universelle que soit une loi d'assurances obligatoires en matière vieillesse, il y aura toujours un grand nombre de personnes qui, n'ayant pas été obligées de verser ou ayant cessé leurs versements, se trouveront, à 65 ans, dénués de toutes ressources ou ne possédant que des ressources insuffisantes. Quel que soit donc le système qui sera adopté, il faudra prévoir, pour celles-ci, *d'une façon permanente*, l'octroi d'une pension gratuite.

D'ailleurs, même pour les assurés obligatoires, nul ne peut contester que pour se créer une rente suffisante par leurs seuls versements personnels, ils devraient consentir des sacrifices que nul ne peut raisonnablement exiger d'eux. L'État devra, de toute façon, intervenir, soit par l'octroi annuel de subsides ; c'est le système dit de capitalisation qui est celui de la loi du 10 mai 1900 ; soit par l'allocation d'un complément de rente qui viendra s'ajouter à la rente acquise par les versements obligatoires : c'est le système dit de répartition.

Et même avec le système dit de capitalisation, il y aura toujours une longue période transitoire pendant laquelle les rentes acquises par les versements des salariés même avec le concours des subsides de l'État, seront insuffisantes pour donner aux assujettis les ressources indispensables. Pour ceux-la aussi, il sera nécessaire de prévoir une allocation complémentaire pendant un grand nombre d'années.

Comme vous le voyez, quelle que soit la solution définitive qui interviendra, le principe de la proposition transitoire que nous vous demandons d'adopter devra certainement être maintenu. Il pourra d'ailleurs être inséré sans inconvénient dans le projet général des assurances.

Mais objectera-t-on peut être, pourquoi ne pas instaurer, dès maintenant, l'assurance obligatoire pour la vieillesse. C'est que, de l'avis de nom-

breux spécialistes, cette assurance doit être confondue avec l'assurance-invalidité dont elle n'est que l'acheminement naturel « un des cas particuliers du régime de l'invalidité » comme a dit un spécialiste. A un certain âge, l'invalidité se présume, le vieillard devient incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence.

Nous croyons donc qu'il est opportun de combiner ces deux assurances et ne pas rendre l'une obligatoire en laissant subsister le régime de la liberté pour la seconde. D'autant plus que l'expérience a démontré que proportionnellement peu nombreux sont ceux qui bénéficient de la rente-vieillesse vis-à-vis de ceux à qui la rente invalidité a été accordée. Pour citer un pays où la législation sur la matière existe depuis longtemps, nous voyons qu'en Allemagne, à la date du 1^{er} juillet 1916, le nombre de pensions invalidité s'élevait à 1,026,957, tandis que celui des pensions vieillesse n'atteignait que 82,655.

L'économie de ce projet peut se résumer comme suit : une pension de vieillesse annuelle et gratuite est accordée à 65 ans à tous les Belges dont les ressources ne dépassent pas la quotité correspondant au taux maximum de la pension fixée à 720, 660, 600 et 540 francs, suivant la catégorie dans laquelle est comprise la commune où la pension sera liquidée, déduction faite de certaines ressources que posséderait l'intéressé.

C'est donc une pension gratuite, portée à un taux suffisant pour que les intéressés puissent se procurer le strict nécessaire et s'assurer un minimum de sécurité contre les privations, si pénibles à leur âge.

* * *

Le principe de la pension gratuite, même comme solution définitive, qui est notre point de vue personnel, peut d'ailleurs se défendre aisément.

Pourquoi, en effet, obliger les intéressés à s'imposer des charges complémentaires pour couvrir un risque problématique et se constituer une rente dont la grande majorité ne profitera pas, puisque proportionnellement peu nombreux sont ceux qui atteignent l'âge de 65 ans ; et cette rente ne sera pas suffisante pour leur procurer le minimum nécessaire à leur entretien que moyennant d'effectuer régulièrement et pendant une période très prolongée, des versements considérables.

D'ailleurs pourquoi les salariés devraient-ils participer à la formation de leur pension ? Les fonctionnaires et ouvriers de l'État, les instituteurs, les officiers, les magistrats, les ministres des cultes bénéficient d'une pension gratuite sans qu'ils aient le moindre versement à effectuer à cette fin et pourtant leur situation n'est certainement pas inférieurs à celle des ouvriers et de la plupart des petits bourgeois, des petits cultivateurs et des petits employés qui ont à subir, à travers leurs existence, des crises de toutes sortes, des pertes de tous genres que n'ont pas ceux qui sont attachés à une administration publique.

Et si l'on se place à un point de vue plus élevé, on peut considérer que vis-à-vis de tous ceux, ouvriers, employés, artisans, petits cultivateurs, commerçants, etc... qui, toute leur vie ont travaillé et peiné en définitif pour

procurer au pays une situation économique qui assure le bien être général, l'octroi d'une pension gratuite à 65 ans est une dette sacrée de l'État. Tous ces travailleurs méritent, en effet, aussi bien que les fonctionnaires, instituteurs, clergé, etc..., d'être mis à l'abri des besoins dans leurs vieux jours, par un effort de cette collectivité pour laquelle ils ont, peut-on dire, usé leur vie, et si à quelques uns on peut faire le reproche d'être restés oisifs ou d'avoir été paresseux ou imprévoyants, n'est-ce pas quand même dans une société bien organisée un devoir social indiscutable pour un Gouvernement de ne pas laisser des vieillards de 65 ans manquer du strict nécessaire et leur assurer un minimum de sécurité contre les privations si pénibles à leur âge ?

Le principe de la gratuité de la pension ne détruit pas, comme d'aucuns pourraient le penser, l'esprit d'épargne et de prévoyance qui certainement n'a pas disparu chez ceux à qui déjà l'État alloue la pension gratuite.

Le projet actuel l'encourage au contraire par l'immunisation des ressources provenant de l'épargne et de la prévoyance, c'est-à-dire dans le calcul, des ressources qui doivent être prises en considération pour la détermination du montant de l'allocation : seront immunisées jusqu'à concurrence de 360 francs, les rentes acquises à la Caisse de Retraite, sauf pour la partie de rente constituée grâce aux subsides des pouvoirs publics. Un avantage équivalent sera d'ailleurs accordé à tous les revenus provenant de l'épargne et de la prévoyance, tels que livrets d'épargne, habitation à bon marché, lopin de terre, etc...

Il n'est d'ailleurs apporté aucune modification aux dispositions de la loi du 10 mai 1960 sauf en ce qui concerne l'article 9. Toute personne pourra, comme par le passé, effectuer volontairement des versements à la Caisse de Retraite : ceux-ci continueront jusqu'à solution définitive du problème, à bénéficier des primes d'encouragement de l'Etat et la subvention de 2 francs sera allouée dans les mêmes conditions que précédemment aux sociétés intermédiaires.

Comme on le voit, le rôle des sociétés de retraite restera entier comme d'ailleurs celui de toutes les mutualités ; les crédits proposés pour l'organisation du service médical et pharmaceutique mutualiste, sont assez éloquents par leur importance pour démontrer que le Gouvernement compte, comme dans le passé, sur la collaboration de ces organismes pour résoudre la question des assurances sociales.

Enfin, seront également immunisés, à concurrence de 50 p. c. le salaire de l'intéressé et celui de son conjoint ainsi que les pensions alimentaires payées par les enfants ou autres descendants. Toutefois, il y aura lieu de tenir compte en entier, des revenus provenant des partages anticipés opérés par des parents en faveur de leurs enfants.

On ne peut donc reprocher à ce système de contrarier ni l'esprit de prévoyance ni l'esprit de travail : bien mieux il les développe puisque les intéressés sont avertis que les fruits acquis viendront s'ajouter à la pension qui leur sera allouée gratuitement par l'État.

Divers pays ont osé depuis longtemps établir la pension nationale et pour ne parler que des pays d'Europe, le Danemark l'expérimente depuis 1891 et

la Grande-Bretagne depuis 1908. Même dans le premier de ces deux pays, un projet de loi déposé le 4 décembre 1919 relève le taux de la pension gratuite.

En Grande-Bretagne, la loi du 23 décembre 1919 apporte des modifications analogues, qui entraînent une dépense complémentaire de 10,000,000 de livres sterling. On trouvera en annexe, les nouvelles propositions projetées ou acquises de ces deux pays.

*
* * *

En principe, la pension accordée est égale à ce qu'il faut ajouter aux ressources non immunisées de l'intéressé pour atteindre le maximum de la pension : en d'autres termes, le maximum de la pension sera diminué des ressources non immunisées. Toutefois, pour éviter une variété trop grande dans les taux des pensions, il a été établi un barème par tranches.

La différence entre les taux des pensions maxima d'après la population des communes, se justifie par la différence du coût de la vie : celui-ci est sans conteste notablement plus élevé, notamment en ce qui concerne le loyer de l'habitation dans les grandes agglomérations que dans les petites communes.

Les communes, sont réparties en quatre catégories, mais une commune pourra être placée par la Députation permanente dans une catégorie supérieure, soit sur sa demande, soit d'office après avis du Conseil communal et dans tous les cas, après avis du Comité de patronage.

Le Département prendra des dispositions pour que les intéressés soient admis à bénéficier de la pension de vieillesse dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans, même si cet événement se présente dans le courant de l'année. Il veillera à ce que les demandes soient instruites et les décisions prises dans le plus bref délai possible. A cette fin, il apportera les modifications nécessaires dans la procédure d'instruction et dans la mesure où cela sera utile, il augmentera le nombre des Comités de Patronage. Comme par le passé, les administrations communales seront chargées de la réception des demandes et de la confection des dossiers.

CHARGES FINANCIÈRES.

On compte, en Belgique, approximativement 450,000 personnes âgées de 65 ans et plus. D'après les derniers relevés, 220,499 d'entre elles reçoivent l'allocation de 65 francs.

Mais, nous devons noter, d'une part que vu la partie des dépenses que la loi met à la charge des communes celles-ci seront incitées à apporter à l'avenir un contrôle plus minutieux des renseignements fournis par les impétrants, plus spécialement en ce qui concerne la nature et l'évaluation de leurs ressources, et, d'autre part, que l'Administration établira des règles particulièrement strictes en vue de déjouer les fraudes que pourraient employer les intéressés à l'effet d'obtenir la pension; elle est d'ailleurs armée à cette fin par l'article II du projet de loi.

Tenant compte de ces deux éléments nouveaux, on peut croire que le maximum des personnes qui bénéficieront de la pension ne dépassera pas 200,000, chiffre qui représente approximativement 43 p. c. de la population ayant atteint et dépassé l'âge de 65 ans.

Il faut tenir compte également pour l'évaluation des dépenses, que dans de nombreux cas, la pension subira une réduction en raison des ressources que possèdent les intéressés.

Catégories	Commune d'une population de	Taux maximum de la pension	Nombre de pensionnés	Nombre de pensionnés ramené à 200,000
1 ^{re} catégorie.	plus de 25,000 habitants.	720	39,716	36,024
2 ^e —	de 5,001 à 25,000 —	660	62,832	56,991
3 ^e —	de 1,001 à 5,000 —	600	90,524	82,108
4 ^e —	de 1,000 habit. et moins.	540	27,427	24,877
			220,499	200,000

Charges sans réduction pour 200,000 bénéficiaires.

1 ^{re} catégorie.	25,937,280
2 ^e —	37,614,060
3 ^e —	49,264,800
4 ^e —	13,433,580
	<u>126,249,720</u>

*Répartition des charges après réduction d'une moyenne de 120 francs
par personne.*

	Répartition pour 200,000.
4/8 par l'État	51,124,860
3/8 par les Communes	38,343,645
1/8 par les Provinces	12,781,215
	<u>102,249,720</u>

Le principe des subsides prévu par les lois des 10 mai 1900 et 5 juin 1911 étant maintenu, il faut ajouter 6,500,000 francs pour les primes d'encouragement. La charge totale de l'État atteindra donc une somme d'environ 58,000,000 de francs.

Remarquons, en terminant, qu'il est sans conteste que l'attribution d'une pension d'un import aussi élevé que celui prévu par le projet, aura comme influence, une diminution notable des charges de l'assistance publique.

Le dernier rapport publié par le Ministère de la Justice établit comme suit le total des dépenses occasionnées de ce chef en 1890, 1895 et 1900 :

	1890	1895	1900
Bureaux de bienfaisance	11,995,478.45	11,395,658.60	12,518,530.05
Hospices civils	10,228,529.95	10,256,401.72	10,441,128.87
Fonds commun.	5,541,145.78	2,708,809.45	3,314,441.39
Provinces	298,679.80	2,081,883.78	1,581,406.94
État	851,500.00	3,661,187.17	4,827,693.98
Total. fr.	<u>28,895,534.05</u>	<u>30,103,942.72</u>	<u>32,683,201.23</u>

Depuis lors, aucune statistique n'a plus été publiée. — Mais il est certain que ces dépenses ont augmenté dans de notables proportions, car nombreux sont les bureaux de bienfaisance qui ont porté à 15, 20, et 25 et même 30 fr., le montant du secours mensuel accordé aux indigents, et, d'autre part, le coût de l'hospitalisation a suivi le courant progressif dans lequel se trouvent emportées toutes les classes de la société.

Pour les Hospices de Bruxelles, de 1913 à 1918, ces dépenses ont augmenté de 265 à 414 pour cent pour les adultes complètement entretenus ; de 45 à 109 pour cent pour les adultes logés, chauffés mais pas nourris ; et de 176 pour cent pour les enfants complètement entretenus.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.



ANNEXE

DANEMARK.

Projet de loi sur les pensions de vieillesse (déposé le 4 décembre 1919).

Toute personne de nationalité danoise a droit à une pension de vieillesse à l'âge de 60 ans accomplis, si elle remplit les conditions prévues par la loi.

N'a pas droit à la pension, celui qui a été condamné à une peine infamante et n'a pas été réhabilité.

N'y a pas droit non plus, toute personne qui, après avoir accompli sa 55^e année, a diminué, au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance, dans une telle mesure, qu'elle s'est par là même ouvert le droit à la pension. S'il s'agit de personnes mariées, il en est de même, si l'un des conjoints a pris les dispositions en question au su et du consentement de l'autre. Le droit à la pension se perd encore, si l'intéressé ou son conjoint a diminué sa situation économique par une vie de désordre ou de paresse ou par toute autre faute personnelle.

L'intéressé doit avoir résidé au Danemark pendant les cinq années qui précèdent l'introduction de la demande de pension.

Le requérant ne peut avoir reçu, au cours des trois années qui précèdent la demande, des secours de l'Assistance publique qui lui feraient perdre le droit à la pension.

Le requérant ne peut, au cours des trois années qui précèdent l'introduction de la demande, avoir été condamné pour vagabondage ou mendicité, ni avoir mené une existence qui aurait causé du scandale public (ivrognerie, etc.).

La requête est présentée à l'autorité communale sur une formule *ad hoc*, où les questions en blanc doivent être remplies; les pièces nécessaires doivent y être jointes.

L'autorité communale examine les requêtes, statue sur le bien fondé de celles-ci et fixe éventuellement le montant de la pension.

Partie fixe de la pension.

La pension de vieillesse comprend une somme annuelle fixe, augmentée, en cas de besoin, de la somme complémentaire que l'administration communale jugerait nécessaire, eu égard à des circonstances spéciales, pour assurer à l'impétrant son entretien et celui de sa famille, ou les soins médicaux et l'hospitalisation, en cas de maladie.

La partie fixe de la pension est déterminée comme suit :

	A Copenhague, Frederiksberg et dans les vil- les de 20,000 habitants et plus	Dans les autres villes et les communes de 2,000 habitants et plus	Dans les com- munes rurales de moins de 2,000 habitants
Pour le mari et la femme, lorsqu'ils ont l'un et l'autre 60 ans accomplis	780 cour. par an.	740 cour. par an.	640 cour. par an.
Le taux de la pension est porté avec effet rétroactif au jour de la re- quête, lorsque l'un des conjoints accomplit sa			
61 ^e année à	840	770	690
62 ^e »	900	820	740
63 ^e »	970	890	800
64 ^e »	1050	960	860
65 ^e »	1140	1040	930
66 ^e »	1250	1120	1010
Pour les hommes célibataires et les couples, lorsque le mari seul a 60 ans accomplis	420	380	340
Le taux est porté avec effet rétroactif (v. ci-dessus) à l'accomplissement de la			
61 ^e année à	450	410	370
62 ^e »	490	440	340
63 ^e »	520	470	420
64 ^e »	570	510	460
65 ^e »	610	550	500
66 ^e »	660	600	540
Pour les femmes célibataires et les couples, lorsque la femme seule a 60 ans accomplis	360	330	300
Le taux est porté avec effet rétroactif (v. ci-dessus) à l'accomplissement de la			
61 ^e année à	390	360	320
62 ^e »	420	380	350
63 ^e »	450	410	370
64 ^e »	490	450	400
65 ^e »	530	480	440
66 ^e et au-dessus	570	520	470

Partie supplémentaire de la pension.

Pour chaque somme de 54 couronnes dont l'indemnité de vie chère
allouée aux fonctionnaires mariés de l'État, en vertu de la loi du 12 sep-

tembre 1919, excédera annuellement 702 couronnes, il sera alloué, aux bénéficiaires de pensions de vieillesse, pour le semestre prévu (avril-septembre, octobre-mars), en sus de la partie fixe, à titre temporaire, la somme de 18, 12 et 30 couronnes par an respectivement pour les hommes célibataires, les femmes célibataires et les couples, lorsque les deux époux ont chacun 60 ans accomplis.

Si la loi assurance-invalidité est votée (un projet a été déposé le 4 septembre 1919), la pension allouée au rentier invalide, qui accomplit sa 60^e année et qui passe sous le régime de l'assurance-vieillesse, devra toujours être au moins égale à la rente d'invalidité.

Calcul des ressources.

Lorsqu'il s'agit de décider si, en considération des ressources dont elle dispose, une personne a droit à la pension de vieillesse, il y a lieu de faire abstraction des revenus lui compétant à concurrence de 600 couronnes et, s'il s'agit d'un couple, de 900 couronnes par an, quelle que soit l'origine des revenus. Si les revenus excèdent 600 couronnes (ou 900), il y a lieu de déduire des revenus entre 600 et 800 (900 et 1200) la moitié de la somme fixe allouée à titre de pension, et des revenus entre 800 et 1000 (1200 et 1800), les trois quarts. Ce qui dans les revenus excède ces sommes, est déduit pour la totalité.

Si, par suite de cette déduction, la pension tombe à moins de 60 couronnes par an, elle est supprimée.

La pension est payée tous les mois, par anticipation, par la commune où l'impétrant réside. Si elle n'excède pas 120 couronnes par an, elle peut aussi être payée par trimestre, par anticipation.

La moitié des dépenses faites par les communes à raison des pensions de vieillesse est à la charge de l'État.

La loi du 9 avril 1891 sur les pensions de vieillesse, et les lois qui ont modifié celle-ci, sont abrogées.

(Les sommes sont exprimées en couronnes, la couronne = 1 fr. 39.)

Lois et règlements promulgués à l'étranger.

GRANDE-BRETAGNE.

LOI DU 23 DÉCEMBRE 1919 SUR LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

La Commission des pensions ouvrières, nommée par le Ministre des Finances en avril 1919, s'est occupée de différentes réformes à introduire dans le régime en vigueur (lois de 1908 et de 1911) notamment de la revision du taux de la pension, de la question du calcul des ressources des impétrants et de leur influence sur l'allocation d'une pension plus ou moins élevée. La Commission a reconnu que la réduction qui s'était produite dans le pouvoir

d'achat de la monnaie devait entraîner une modification dans la définition du minimum de ressources à prendre en compte, de façon à mettre les assurés dans une situation équivalente à celle où ils se trouvaient en 1914. Toutefois, la Commission reconnaissait que le procédé qui consiste à tenir compte des ressources de l'impétrant, avait été exposé à différentes critiques :

1° L'existence d'une limite de ressources donne à la loi un caractère d'assistance, de « loi des pauvres », et à la pension le caractère d'un acte de commisération ;

2° En faisant entrer dans la notion des ressources à prendre en compte, certains revenus, par exemple les indemnités des sociétés de secours mutuels, on nuisait à l'esprit de prévoyance et d'économie ;

3° Les enquêtes qu'entraîne l'établissement des ressources constituent une source d'irritation et de mécontentement.

La Commission admettait qu'en fait, le caractère de la loi actuelle est toujours celui d'une loi d'assistance. Elle ne reconnaît pas la pension comme un droit. Aussi longtemps qu'il y aura une limite de ressources, la pension conservera le caractère d'un bienfait, puisqu'elle sera basée sur un état de « pauvreté ». La Commission estimait aussi qu'on n'aurait pas dû tenir compte des sommes revenant à l'impétrant à raison d'économies faites par lui (mutualités, syndicats, caisses d'épargne).

Certains experts proposaient même d'exclure les secours alloués par des parents, d'anciens employeurs ou des amis. Les familles ouvrières voient avec peine qu'après avoir entretenu péniblement leurs « vieux » jusqu'à l'âge de 70 ans, elles n'aboutissent en somme qu'à compromettre l'allocation de la pension.

D'autres auraient voulu exclure les ressources provenant du travail occasionnel de l'impétrant. Il est plus sain pour les vieillards de se livrer à de petits travaux accessoires que de vivre dans l'oisiveté. De plus, il importe, à raison des nécessités de l'heure, que chacun puisse travailler dans la mesure de ses moyens.

Si l'on excluait tous les revenus qui précèdent, il ne resterait que les ressources acquises par succession. Mais, en ce cas encore, peut-on tracer une limite rigoureuse entre ce qui est acquis par succession et où l'épargne peut jouer un rôle et ce qui résulte du travail personnel ? Puis, est-il juste de distinguer entre ce qui est acquis par donation entre vifs et ce qui est obtenu par testament ? Ces distinctions amèneraient dans la pratique, de nouvelles difficultés.

La Commission reconnaissait l'exactitude des critiques relatives aux enquêtes destinées à établir le montant des ressources. Portant sur des matières parfois difficiles à apprécier, elles étaient exposées à diverger dans leurs résultats et constituaient par là-même une source continue de mécontentement.

Pour ces raisons, la Commission réclamait l'abolition de la limite de ressources.

Un certain nombre de membres avaient demandé l'introduction d'un système de pensions générales à 70 ans. Pareil système enlèverait à la loi son

caractère d'exception et de charité. Il n'y aurait plus d'enquêtes irritantes. La pension ne serait d'ailleurs payée qu'à ceux qui la réclameraient. C'est ce système qui fut recommandé par la Commission, sous réserve de la question des moyens financiers (on estimait la dépense annuelle à 41,000,000 de livres, permettant de payer une rente hebdomadaire de 10 sh. à tout impétrant de 70 ans).

Les conclusions de la majorité de la Commission n'ont pas été admises par le législateur, qui semble s'être rallié aux vues de la minorité (MM. Henry A. Robinson et consorts).

En ce qui concerne notamment le système des pensions générales, la minorité faisait remarquer que l'introduction de pareil régime aurait pour effet de créer immédiatement une nouvelle agitation. Les classes pauvres considéreraient avec quelque raison que l'État, en allouant la même rente aux riches et aux indigents, favorise évidemment les premiers. Il y aurait lieu alors d'augmenter la pension des pauvres, ce qui entraînerait la restauration de la limite de ressources sous une forme peu différente de celle qu'elle a aujourd'hui.

* * *

La loi du 23 décembre renferme les dispositions suivantes.

Le taux de la pension est désormais fixé comme suit :

<i>Ressources de l'impétrant</i>	<i>Montant hebdomadaire de la pension.</i>
Lorsque les ressources annuelles de l'impétrant n'excèdent pas	
26 livres 5 shillings	10 shillings
Si elles excèdent 26 £. 5 sh. sans dépasser 31 £. 10 sh.	8 "
» » » 31 £. 10 sh. » » 36 £. 15 sh.	6 "
» » » 36 £. 15 sh. » » 42 £.	4 "
» » » 42 £. » » 47 £. 5 sh.	2 "
» » » 47 £. 5 sh. » » 49 £. 17 sh. 6 p.	1 "
» » » 49 £. 17 sh. 6 p.	néant.

Désormais, lorsqu'il s'agira d'évaluer les ressources d'une personne en vue de la détermination de sa pension, il sera procédé comme suit :

La valeur des biens comptant à cette personne (sauf les propriétés dont elle userait ou jouirait elle-même) sera calculée comme suit :

a) Il ne sera pas tenu compte des premières 25 livres de la valeur en capital de ces biens ;

b) La valeur annuelle des 375 livres suivantes sera prise en compte pour un vingtième de la valeur en capital ;

c) La valeur annuelle de tous les biens qui excèdent 400 livres, sera prise en compte pour un dixième de la valeur en capital.

Pour calculer le revenu que l'impétrant peut raisonnablement espérer recevoir au cours de l'année à venir, il ne sera pas tenu compte des sommes reçues pendant une période de trois mois au maximum, par l'impétrant ou

par son conjoint, en vertu d'un certificat médical, à titre de secours de maladie, de la part d'une société de secours mutuels, d'une association professionnelle ou en vertu de la loi de 1911 sur l'assurance nationale.

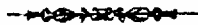
Il ne peut être tenu compte des meubles ou des effets personnels de l'impétrant, quelle que soit leur valeur.

Si l'impétrant est séparé de son épouse en vertu d'un jugement, il ne peut être tenu compte de ce que le dit impétrant aurait à payer à l'épouse séparée.

L'assuré qui est interné dans un « workhouse » ou dans une autre institution de la loi sur les pauvres, dans le but de se soumettre à un traitement médical ou chirurgical, ne peut être privé de la pension pendant les trois mois qui suivent son admission, à la condition qu'il continue à avoir besoin de ce traitement.

La disposition de la loi de 1908 portant « que la personne qui, avant d'avoir droit à une pension ne s'est pas livrée à un travail répondant à ses aptitudes, à ses moyens et à ses besoins, pour son entretien ou son profit et pour celui de ses dépendants légaux », est abrogée.

Sont pareillement abrogées, les dispositions des lois antérieures en vertu desquelles toute personne emprisonnée à raison d'un délit, ne peut recevoir la pension aussi longtemps qu'elle purge sa peine et pendant une période de six ans à compter du jour de sa mise en liberté, et celles qui privent du droit à la pension, pendant les six mois postérieurs à la condamnation, toute personne condamnée pour ivresse publique.



PROJET DE LOI

modifiant la législation relative
aux pensions de vieillesse.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Une pension annuelle est accordée aux Belges, âgés de 65 ans, et résidant en Belgique, dans les conditions ci-après déterminées :

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent des avantages équivalents à nos nationaux pourront également bénéficier de la dite allocation.

ART. 2.

En vue d'établir le maximum du montant de la pension, les communes du royaume sont réparties en quatre catégories :

WETSONTWERP

de wetgeving betreffende de ouderdomspensioenen, wijzigende.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

ARTIKEL EEN.

Een jaarlijksch pensioen wordt onder navermelde voorwaarden verleend aan de Belgen die den leeftijd van 65 jaar bereikt hebben en in België verblijven.

De aanhorigen van vreemde landen die aan onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen verleen, kunnen eveneens van voormelde uitkeering genieten.

ART. 2.

Met het oog op de vaststelling van het maximum pensioenbedrag, worden de gemeenten van het Rijk in vier categorieën verdeeld :

1^{re} catégorie : communes de plus de
25,000 habitants;
2^e " " de 5,001 à
25,000 habitants;
3^e " " de 1,001 à
5,000 habitants;
4^e " " de 1,000 ha-
bitants et moins.

Une commune pourra être classée dans une catégorie supérieure par la Députation permanente, après avis du Conseil communal et du Comité de patronage des Habitations ouvrières et des Institutions de prévoyance.

ART. 3.

Le maximum du montant de la pension est fixé comme suit :

Pour les communes comprises dans la

1^{re} catégorie : 720 francs;
2^e " : 660 "
3^e " : 600 "
4^e " : 540 "

ART. 4.

Le requérant bénéficiera du taux de la pension afférent à la commune où il a son domicile réel et sa résidence. Dans le cas où il résiderait dans une commune autre que celle de son domicile, le taux de la pension qui servira de base sera celui de la commune comprise dans la catégorie la moins favorable.

ART. 5.

Au cas où le requérant disposerait de certaines ressources, la quotité maximum de la pension est diminuée du montant de ces ressources suivant un barème par tranches établi comme

1^{re} catégorie : gemeenten met meer dan
25,000 inwoners;
2^{de} " " met 5,001 tot
25,000 inwoners;
3^{de} " " met 1,001 tot
5,000 inwoners;
4^{de} " " met 1,000 in-
woners en minder.

Een gemeente kan in een hogere categorie gerangschikt worden door de Bestendige Afvaardiging, na advies van den gemeenteraad en van het Volkswonings- en Voorzorgskomitee.

ART. 3.

Het maximum pensioenbedrag wordt vastgesteld als volgt :

Voor de gemeenten vallende en de

1^{ste} categorie : 720 frank.
2^{de} " 660 "
3^{de} " 600 "
4^{de} " 540 "

ART. 4.

De pensioenvrager zal het pensioenbedrag genieten in verband met de gemeente waar hij zijn werkelijke woon- en verblijfplaats heeft. Mocht hij in een andere gemeente verblijven dan die waarin zijn woonplaats is, dan zal het tot grondslag te nemen pensioenbedrag dat zijn, van de gemeente hoorende tot de minst voordeelige categorie.

ART. 5.

In geval de aanvrager over sommige bestaansmiddelen mocht beschikken, dan wordt het maximum-pensioenbedrag verminderd met het bedrag van die bestaansmiddelen, naar een glijden-

suit et sauf ce qui est dit à l'article suivant :

1^{re} catégorie :

Ressources de l'impétrant.	Montant de la pension.
plus de 720	0
600 à 720	120
480 à 600	240
360 à 480	360
240 à 360	480
120 à 240	600
moins de 120	720

2^e catégorie :

Plus de 600	0
550 à 600	110
440 à 550	220
330 à 440	330
220 à 330	440
110 à 220	550
moins de 110	660

3^e catégorie :

Plus de 600	0
500 à 600	100
400 à 500	200
300 à 400	300
200 à 300	400
100 à 200	500
moins de 100	600

4^e catégorie :

Plus de 540	0
450 à 540	90
360 à 450	180
270 à 360	270
180 à 270	360
90 à 180	450
moins de 90	540

ART. 6.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources des intéressés. Toutefois, il ne pourra être tenu compte que des res-

den rooster vastgesteld als volgt, behoudens het in 't volgende artikel vermelde :

1^{ste} categorie :

Bestaansmiddelen van den aanvrager.	Pensioen- bedrag.
Boven 720	0
600 tot 720	120
480 tot 600	240
360 tot 480	360
240 tot 360	480
120 tot 240	600
minder dan 120	720

2^{de} categorie :

Boven 660	0
550 tot 660	110
440 tot 550	220
330 tot 440	330
220 tot 330	440
110 tot 220	550
minder dan 110	660

3^{de} categorie :

Boven 600	0
500 tot 600	100
400 tot 500	200
300 tot 400	300
200 tot 300	400
100 tot 200	500
minder dan 100	600

4^{de} categorie :

Boven 540	0
450 tot 540	90
360 tot 450	180
270 tot 360	270
180 tot 270	360
90 tot 180	450
minder dan 90	540

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de voor het rathen van de bestaansmiddelen der belanghebbenden na te leven regelen vaststellen, Er zal evenwel slechts

sources personnelles du requérant et, éventuellement, de celles de son conjoint; en outre, il y aura lieu d'immuniser : 1° à concurrence de 50 p. c. le salaire de l'intéressé et celui de son conjoint, ainsi que les pensions alimentaires payées par les enfants ou autres descendants; 2° à concurrence de 360 francs, les pensions de retraite et autres ressources provenant de l'effort d'épargne et de prévoyance de l'intéressé.

ART. 7.

Ne peut prétendre à la pension, toute personne qui, après avoir accompli sa 55^e année, a diminué au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance dans une telle mesure qu'elle s'est par là même, ouvert le droit à la pension.

ART. 8.

Les dépenses nécessaires au paiement des pensions prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour $\frac{4}{8}$, des provinces pour $\frac{1}{8}$ et des communes pour $\frac{3}{8}$. Toutefois, les communes pourront faire intervenir les bureaux de bienfaisance en tout ou en partie, dans le paiement de leur part après approbation de la Députation permanente, le Conseil d'administration du Bureau de bienfaisance entendu.

ART. 9.

La liquidation des pensions s'effectuera par le Département de l'Industrie,

rekening mogen gehouden worden met de persoonlijke bestaansmiddelen van den aanvrager of de aanvraagster en, in voorkomend geval, met die van de (n) echtgenoot. (echtgenoot) bovendien dient niet in aanmerking genomen : 1° het loon van de (n) belanghebbende en dat van haar (zijn) echtgenoot (e), tot een beloop van 50 t. h., evenals door de kinderen of andere afstammelingen uitbetaalde jaargelden tot onderhoud; 2° de lijferentpensionen en andere bestaansmiddelen, vruchten van spaarzaamheid en voorzorg, tot een beloop van 360 frank.

ART. 7.

Kan niet op bedoeld pensioen aanspraak maken, de persoon die, na voltrekking van zijn 55^e jaar, ten behoeve van zijn kinderen of van andere personen, zijn bestaansmiddelen in zulke mate heeft verminderd dat hij, daardoor zelf, recht op bedoeld pensioen heeft verkregen.

ART. 8.

De tot uitbetaling van de bij deze wet voorziene pensionen noodige sommen, komen voor $\frac{4}{8}$ ten laste van den Staat voor $\frac{1}{8}$ en ten laste der provinciën en voor $\frac{3}{8}$ ten laste der gemeenten. De gemeenten evenwel mogen de betaling van hun aandeel geheel of gedeeltelijk ten laste leggen van de weldadigheidshureau's, mits goedkeuring van de Bestendige Afvaardiging, den beheerraad van het Weldadigheidsbureau gehoord.

ART. 9.

De betaalbaarstelling der pensionen geschiedt door het Departement van

du Travail et du Ravitaillement. La part des provinces et des communes sera récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

ART. 10.

La pension accordée en vertu de la présente loi est incessible et insaisissable, si ce n'est au profit des établissements publics ou privés hospitaliers pour le paiement de l'entretien des bénéficiaires admis à l'hospitalisation.

ART. 11.

Toute personne qui aura fait de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de faire obtenir la pension de vieillesse ou de faire majorer le taux de la pension, sera punies d'une amende de 5 à 25 francs, sans préjudice de la restitution du montant des pensions indûment perçues.

ART. 12.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, modifiée par celle du 14 juin 1919 et de l'article 10 de la loi du 10 mai 1900, sont abrogées.

ART. 13.

Les dépenses à résulter du paiement des pensions à allouer en vertu de la présente loi et de l'attribution des primes d'encouragement en exécution des lois du 10 mai 1900 et du 5 juin 1911, seront désormais liquidées sans

Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Het aandeel der provinciën en der gemeenten zal ingehouden worden op het hun door den Staat toegekende aandeel der belastingen.

ART. 10.

Het krachtens deze wet verleend pensioen is onvatbaar voor overdracht noch voor inbeslagneming, tenzij ten behoeve van openbare of private liefdadigheidsinrichtingen, voor de betaling van de onderhoudskosten der in zulke inrichtingen opgenomen pensioentrekkers.

ART. 11.

Iedere persoon die valsche verklaringen heeft afgelegd om het ouderdomspensioen te bekomen of te doen bekomen of om het pensioenbedrag te doen verhoogen, wordt gestraft met een boete van 5 tot 25 frank, onverminderd de terugbetaling van het ten onrechte getrokken pensioenbedrag.

ART. 12.

De bepalingen van art. 9 der wet van 10 Mei 1900 gewijzigd bij die van 15 Juni 1919, en van art. 10 der wet van 10 Mei 1900, worden ingetrokken.

ART. 13.

De sommen noodig voor de uithetaling der krachtens deze wet te verleen pensioenen en der naar luid van de wetten dd. 10 Mei 1900 en 5 Juni 1911 toegekende aanmoedigingspremiën zullen voortaan uitgekeerd wor-

l'intervention du fonds spécial créé par l'article 11 de la loi du 10 mai 1900 et imputées sur les crédits à inscrire annuellement au budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Le fonds spécial des dotations continuera à subsister pour sa liquidation.

ART. 14.

Les mesures d'application de la présente loi seront réglées par arrêté royal.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1920.

den zonder tusschenkomst van het bijzonder fonds, tot stand gebracht bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900 en aangerekend worden bij de jaarlijks in de begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading in te schrijven kredieten.

Het bijzonder dotatiefonds blijft bestaan tot aan de vereffening er van.

ART. 14.

De maatregelen voor de toepassing dezer wet zullen bij Koninklijk besluit geregeld worden.

Gegeven te Brussel, den 26^e Maart 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

(vii)

(199.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 MAART 1920.

Wetsontwerp

de wetgeving betreffende de ouderdomspensioenen
wijzigende.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Het is buiten kijf dat de reeds zoo benarde toestand, waarin zeer talrijke behoeftigen van 68 jarigen leeftijd, vóór 1914 verkeerden, wegens den oorlog nog in ruine mate werd verergerd. Ook eischt dezen toestand een dadelijke oplossing; er mag niet geduld worden dat zij steeds in nood en ellende blijven verkeerden en van de toevallige en onzekere tegemoetkoming der openbare of bijzondere weldadigheid bij voortduur datgene moeten verwachten wat zij broodnoodig hebben; derhalve is het noodzakelijk zonder verwijl, die ongelukkigen, zoowel tot de arbeidersklas als tot den middenstand behorende, de verzekering te brengen dat weldra hun droevig lot zal verholpen worden door het verleenen van genoegzame hulpmiddelen om in hun onderhoud te voorzien.

Om die redenen hebben wij niet langer willen uitstellen aan uw beraadslagingen een afzonderlijke voordracht te onderwerpen welke, met het oog op de ouderdomsverzekering, dadelijk haar uitwerkselen moet laten gevoelen.

Graag hadden wij u een volledige eindoplossing van het vraagstuk der maatschappelijke verzekeringen onderworpen, maar daarvoor dienden wij te wachten totdat de bij koninklijk besluit van 23 Juni 1919 ingestelde Kommissie, er mee belast die aangelegenheid *in haar geheel* te bestudeeren, haar taak volbracht heeft. Welnu, zeker is het dat het grondig onderzoek van het vraagstuk der « ziekte- en invaliditeitsverzekering » lange en lastige studiën zal vergen; inderdaad, er dient vermeden dat de voordrachten, voortvloeiende uit de beraadslagingen van vermelde Kommissie, aanleiding geven tot dezelfde kritiek als deze, die in 1914 werd uitgebracht bij de bespreking der verschillende desbetreffende voorstellen.

Wij achten het oorbaar te laten opmerken dat, onzes erachteurs, er in

onderhavig geval slechts sprake kan zijn van een overgangsregiem, dat niet als een voorbarige eindoplossing van de desbetreffende aangelegenheid mag aangezien worden.

De kwestie blijft dus voorsbands open. Men mag ongetwijfeld aannemen dat het oogenblik komen zal, waarop in ons land een stelsel met drievoudigen verzekeringsplicht; tegen ziekte, te vroeg ingetreden invaliditeit en ouderdom, zal worden ingevoerd, in stee van het huidig stelsel, dat, de zaak is niet meer te betwisten, tot den gewenschten uitslag, inzake maatschappelijke verzekering, niet heeft geleid.

Zoo, onder meer, inzake « ouderdomsverzekering » blijkt uit het laatste verslag van de algemeene Spaar- en Lijfrentkas, dat op 31 December 1913, dus meer dan 12 jaar na het in werking treden der wet van 10 Mei 1900, er slechts 80,056 renteniers waren van 65-jarigen leeftijd en daarboven, wier verkregen renten omgeslagen worden als volgt, naar het bedrag er van :

1 tot	6 frank.	. .	32,647
6,01 »	12 —	. .	29,279
12,01 »	24 —	. .	8,432
24,01 »	120 —	. .	8,084
120,01 »	360 —	. .	647
360,01 »	720 —	. .	500
720,01 »	1,200 —	. .	467

Het u onderworpen voorstel kan echter gepaard gaan met het verplichtingsregiem. Hoe gebiedend en hoe algemeen een wet tot verplichte verzekering inzake ouderdom ook zij, toch zullen er altijd een groot aantal personen zijn, die, er niet toe verplicht geweest zijnde te storten of hun stortingen gestaakt hebbende, op 65 jarigen leeftijd van alle bestaansmiddelen zullen beroofd zijn of slechts ontoereikende bestaansmiddelen zullen genieten. Welk ook het stelsel zij dat aangenomen zal worden, er zal dus voor deze laatsten dienen voorzien in het bestendig verstrekken van een kosteloos pensioen.

Overigens, zelfs voorde verzekerden bij verplichting, kan niemand betwisten dat, om zich enkel door hun eigen stortingen een toereikende rente te verzekeren, zij er in zouden moeten toestemmen opofferingen te doen, die niemand redelijkerwijze van hen mag eischen. Alleszins zal er tegemoetkoming vanwege den Staat vereischt zijn, 'tzij door het jaarlijksch verleen van toelagen; het is het zoogeregde « kapitalisatiestelsel » gehuldigd door de wet van 10 Mei 1900; 'tzij door het verstrekken van een aanvullende rente, die zich zou aansluiten bij de door de verplichte stortingen verkregen rente : het is het zoogezegd « omslagstelsel ».

En zelfs met het zoogezegde « kapitalisatiestelsel » zal er altijd een aanzienlijk overgangstijdperk zijn, gedurende hetwelk de door de stortingen der loontrekkenden zelfs met behulp van de staatstoelage verkregen renten, ontoereikend zullen zijn om aan de pensioenverkrijgers een bestaansminimum te verzekeren. Voor dezen zal het insgelijks noodig zijn, gedurende een groot aantal jaren, een aanvullende tegemoetkoming te voorzien.

Zooals gij ziet, welke ook de eindoplossing wezen moge, zal het beginsel der overgangsoverdracht, om welks aanneming wij u verzoeken, gewis moeten gehandhaafd worden. Het zal overigens best in het algemeen verzekeringsontwerp kunnen ingelascht worden.

Men zal wellicht het volgende tegenwerpen : waarom van stonde aan de verplichte ouderdomsverzekering niet ingevoerd? Omdat, naar het oordeel van talrijke verzekeringsdeskundigen, die verzekering dient samengeschaald te zijn met de invaliditeitsverzekering, waar zij natuurlijk toeleidt, aangezien, zooals een dier deskundigen zegt, « ouderdom » als een der bijzondere gevallen van het invaliditeitsregiem » dient aangemerkt. Op zekeren leeftijd mag invaliditeit vermoed worden; de bejaarde is er niet meer toe bekwaam om door zijn arbeid in zijn bestaansnoodwendigheden te voorzien.

Wij achten het derhalve oorbaar beide verzekeringen ineen te schakelen en niet tot de eene te verplichten, terwijl voor de andere het vrijheidsregiem zou blijven voortbestaan. Des te meer daar de ondervinding bewezen heeft dat degenen wien een ouderdomspensioen ten goede komt, in kleinen getale zijn in verhouding met dezen, die een invaliditeitspensioen genieten. Om van een land te gewagen, waar de onderhavige aangelegenheid sedert lang wettelijk werd geregeld, stippen wij aan dat in Duitschland, op 1^{er} Juli 1916, het aantal invaliditeitspensioenen 4,026,937 bedroeg, terwijl het aantal ouderdomspensioenen slechts 82,635 bereikte.

De economie van dit ontwerp kan volgenderwijze worden samengevat : een jaarlijksch en kosteloos ouderdomspensioen wordt op 65 jarigen leeftijd verleend aan alle Belgen wier bestaansmiddelen het cijfer niet overschrijden overeenstemmend met het minimumbedrag van het op 720-660-600 en 540 frank vastgesteld pensioen, al naar de categorie, waarin de gemeente begrepen is, waar het pensioen zal uitbetaalbaar zijn, na aftrek van sommige bestaansmiddelen, die de belanghebbende mocht bezitten.

Het geldt hier dus een kosteloos pensioen, op een toereikenden voet gebracht om het den pensioenverkrijgers mogelijk te maken zich het streng noodzakelijke aan te schaffen en zich een veiligheidsminimum tegen de op hun leeftijd, zoo smartelijke ontberingen te verzekeren.

* * *

Het beginsel van het kosteloos pensioen, zelfs zooals wij persoonlijk zouden wenschen, als eindoplossing der aangelegenheid, is overigens licht te verdedigen.

Waarom zouden wij de belanghebbenden er toe verplichten zich nog bijkomende lasten op te leggen om een raadselachtig risico te dekken en zich een rente te verzekeren die aan het het meereendeel niet ten goede zal komen, aangezien zij, die den leeftijd van 65 jaar bereiken, in verhouding weinig talrijk zijn; daarbij zal dit pensioen slechts dan toereikend kunnen zijn om hun een bestaansminimum te verzekeren, als zij geregeld en gedurende een zeer langdurig tijdperk, aanzienlijke stortingen doen.

Ten andere, waarom de loontrekkenden er toe verplichten tot het stijven

van hun pensioen bij te dragen? De beambten en werklieden van den Staat, de onderwijzers, de officieren, de ambtenaren der rechterlijke macht, de bedienaars van den eeredienst genieten van een kosteloos pensioen, zonder te dien einde de minste storting te moeten doen, en nochtans is hun toestand gewis niet beneden dezen van de arbeiders, het meerendeel der kleinburgerij, de kleine landbouwers en de kleine beambten, voor wie de strijd om het bestaan soms gepaard gaat met allerlei schokken, allerhande verliezen, waaraan die, welke aan een openbaar bestuur verbonden zijn, niet zijn blootgesteld.

En beschouwt men de aangelegenheid uit een verhevener oogpunt, dan mag vooruitgezet worden dat, tegenover al degenen, werklieden, beambten, kleinverbouwers, koophandelaars, enz., die hun geheel leven lang hebben gewerkt en gezwoegd om, alles wel nagegaan, aan het land een economischen toestand te bezorgen die de algemeene welvaart verzekert het verstrekken van een kosteloos pensioen op 65-jarigen leeftijd een geheiligde staatsschuld is. Al die werkkrachten verdienen inderdaad evenzeer als de ambtenaars, onderwijzers, geestelijken, enz..., in hun oude dagen tegen ellende beveiligd te worden, door een krachtsinspanning dier zelfde collectiviteit waarvoor zij, mag men zeggen, hun leven versleten hebben, en zoo aan enkelen mag verweten worden werkeloos gebleven en lui, of blind voor de toekomst geweest te zijn, is het desondanks, in een wel ingerichte maatschappij niet een onbetwistbare sociale plicht voor de Regeering aan de 65-jarige ouden van dagen het streng noodzakelijke niet te laten ontbreken en hun een veiligheidsminimum tegen de op hun leeftijd zoo grievende ontberingen te verzekeren?

Kosteloosheid van het pensioen doet principieele geen afbreuk, gelijk sommigen het mochten meenen, tegen den spaarzaamheids- en voorzorgsgeest, die gewis niet is te loor gegaan bij hen wien de Staat reeds een kosteloos pensioen verleent. Het onderhavig ontwerp moedigt integendeel er toe aan door het buiten aanmerking stellen der uit spaarzaamheid en voorzorg gesproten bestaansmiddelen, d. i. bij het berekenen der bestaansmiddelen waarmede, voor het vaststellen van het bedrag der toelage rekening moet gehouden worden, zullen niet in aanmerking komen, tot beloop van 360 frs de bij de Lijfrentkas verkregen renten, behoudens voor het met de toelagen der openbare machten verkregen pensioensgedeelte. Een gelijkwaardig voordeel zal ten andere verleend worden voor al de inkomsten ontstaande uit spaar- en voorzorgszin, als spaarboekjes, volkswoningen, plekjes grond, enz...

Behalve wat artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 betreft, worden er overigens aan de bepalingen dier wet geen wijzigingen toegebracht. Zooals vroeger zal het alleman vrijstaan stortingen ter Lijfrentkas te doen; aan die stortingen zullen totdat het vraagstuk bepaaldelijk zal worden opgelost, voorts de aanmoedigingspremiën van den Staat ten goede komen, en de bijslag van 2 frank zal, onder dezelfde voorwaarden als vroeger, aan de tusschenkomende vereenigingen toegekend worden.

Zooals men bemerkt blijft de rol der lijfrentevereenigingen, evenals deze

van al de mutualiteitsverenigingen onveranderd; de aanzienlijke voor het inrichten van den onderlingen medischen en pharmaceutischen dienst voorgestelde kredieten bewijzen genoegzaam dat de Regeering, zoals vroeger, op de medewerking dier inrichtingen telt om het vraagstuk der maatschappelijke verzekeringen op te lossen.

Blijven daarenboven insgelijks tot een bedrag van 50 t. h. buiten aanmerking: het arbeidsloon van den belanghebbende, dit van zijn echtgenoot en de door de kinderen of andere afstammelingen uitbetaalde jaargelden tot onderhoud.

Komen evenwel voor hun volle bedrag in aanmerking de inkomsten voortspruitende uit voorbarige verdeelingen door ouders ten behoeve hunner kinderen gedaan. Onder deze omstandigheden, zal men aan dit stelsel niet kunnen verwijten, den voorzorgs- noch den arbeidzsin te dwarsboomen; het ontwikkelt ze veeleer, aangezien de belanghebbenden er van verwittigd zijn dat de verkregen vruchten, het pensioen, dat hun kosteloos door den Staat zal worden verleend, zullen aandikken.

Verscheidene landen hebben het sedert lang aangedurfd een nationaal pensioen in te voeren en, om enkel van Europeesche landen te gewagen, zij hier aangehaald dat sedert 1891 Denemarken en Groot-Britanje sedert 1908 het hebben ingevoerd. In het eerste dier twee landen werd den 4 December 1919 een wetsontwerp neergelegd waarbij het bedrag van het kosteloos pensioen werd verhoogd. In Groot Britanje brengt de wet van 23 December 1919 dergelijke wijzigingen toe, die een aanvullende uitgave van £ 10,000,000 zullen ten gevolge hebben. Als bijvoegsel geven wij hierna de nieuwe ontworpen of goedgestemde voordrachten dier beide landen.

*
*
*

Het verleende pensioen is principieel gelijk aan hetgeen bij de in aanmerking komende bestaansmiddelen van den belanghebbende dient gevoegd om het pensioensmaximum te bereiken m. a. w. van het pensioenmaximum zullen de in aanmerking komende bestaansmiddelen afgetrokken worden. Om een te groote verscheidenheid in de pensioensbedragen te vermijden, werd echter een glijdende rooster vastgesteld.

Het verschil tusschen de bedragen der pensioensmaxima, berekend naar de bevolking der gemeenten, is gebillijkt door het verschil in de kosten voor levensonderhoud; deze zijn blijkbaar veel grooter, vooral wat de huishuur betreft, in de groote dichtbevolkte centra dan in de kleine gemeenten.

De gemeenten worden in vier categoriën ingedeeld; een gemeente zal evenwel door de Bestendige Afvaardiging in eene hoogere categorie mogen opgenomen worden, 't zij op eigen aanvraag, 't zij ambtshalve na het advies van den gemeenteraad en alleszins, na het advies van het volkswonings- en verzorgskomitee.

Het Departement zal maatregelen treffen ten einde de belanghebbenden het ouderdomspensioen te laten genieten zoodra ze den leeftijd van 63 jaar bereiken, zelfs wanneer dit in den loop van het jaar het geval mocht zijn.

Het zal er voor zorgen dat, binnen den kortst mogelijken termijn de pensioensaanvragen onderzocht en de besluiten genomen worden. Te dien einde zullen de noodige wijzigingen aan den gang van het onderzoek worden toegebracht, en, zooveel zulks oorbaar mocht geacht worden, zal het aantal volkswonings- en voorzorgskomitees vermeerderd worden. Zooals vroeger zullen de gemeentebesturen er mee belast worden de aanvragen in ontvangst te nemen en de dossiers op te maken.

FINANCIEELE LAST.

Men telt in België ongeveer 450,000 personen, die den leeftijd van 65 jaar bereikt of overschreden hebben. Daaronder zijn er, naar de nieuwste opgaven, 220,499 die de tegemoetkoming van 65 frank trekken.

Wij moeten echter laten opmerken, enerzijds dat, aangezien een deel der uitgaven door de wet ten laste der gemeenten wordt gelegd, deze er toe zullen aangezet worden in 't vervolg een uiterst zorgvuldig onderzoek in te stellen over de door de pensioenaanvragers verstrekte inlichtingen, inzonderheid wat betreft den aard en de schatting hunner bestaansmiddelen, en anderzijds, dat de administratie bijzonder nauwgezette en strenge regelen zal voorschrijven ten einde het bedrog te voorkomen waartoe de belanghebbenden hun toevlucht mochten nemen om een pensioen te erlangen; zij is overigens ten deze gewapend door artikel 11 van het wetsontwerp.

Rekening houdende met die twee nieuwe feiten mag men er op rekenen dat het maximum van het aantal der personen, wien een pensioen zal ten goede komen, 200,000 niet zal overschrijden; dit cijfer bedraagt ongeveer 45 t. h. der inwoners, die den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt of overschreden.

In verband met de raming der uitgaven dient insgelijks opgemerkt dat, in talrijke gevallen, het pensioen zal kunnen verminderd worden naar aanleiding van de bestaansmiddelen der belanghebbenden.

Categoriën.	Gemeenten met eene bevolking van	Minimum bedrag van het pensioen	Aantal der gepen- sionneerden	Aantal der gepensionneerden onder verminde- ring tot op 200,000
1 ^{ste} categorie.	meer dan 25,000 inw	720	39,716	36,024
2 ^e —	5,001 tot 25,000 —	660	62,852	56,991
3 ^e —	1,001 tot 5,000 —	600	90,524	82,108
4 ^e —	1,000 inw. en minder	540	27,427	24,877
			220,499	200,000

Last zonder eenige afrekening op grond van 200,000 pensioenverkkrijgenden.

1 ^{ste} categorie.	25,937,280
2 ^e —	36,614,060
3 ^e —	49,264,800
4 ^e —	13,433,580
	126,249,720

**Omslag van den last, onder afrekening van een gemiddeld bedrag
van 120 frank per persoon.**

	Op grond van 200,000 pensioenverkrigenden.
4/8 door den Staat	51,124,860
3/8 door de gemeenten	38,343,643
1/8 door de provincie	12,781,213
	102,249,720

Aangezien de bij de wetten van 10 Mei 1900 en 5 Juni 1911 voorziene toelagen principieel van kracht blijven, dient men 6,500,000 frank bij te voegen voor de aanmoedigingspremiën. De gezamenlijke last van den Staat zal dus ongeveer 58,000,000 frank bedragen.

Ten slotte zij opgemerkt dat het verleenen van een zoo hoog pensioen, als in het ontwerp voorzien, tot onvermijdelijk gevolg zal hebben de lasten der openbare steundiensten te doen verminderen.

In het jongste verslag, door het Ministerie van Justitie uitgegeven, komen de volgende cijfers als gezamenlijk bedrag der in 1890, 1895 en 1900 uit dien hoofde gedane uitgaven vóór :

	1890	1895	1900
Armbesturen	11,993,478,43	11,593,638,60	12,518,530,03
Burgerlijke Godshuizen	10,228,329,93	10,236,401,72	10,441,128,87
Gemeen Fonds	3,541,143,78	2,708,809,45	3,314,441,39
Provinciën	298,679,89	2,081,883,78	1,581,406,94
Staat	851,500,00	3,661,187,17	4,827,693,98
Totaal franks	28,893,334,03	30,103,942,72	32,683,201,23

Sindsdien werd geen statistiek meer uitgegeven, doch het is zeker dat die uitgaven merklijk zijn toegenomen, want talrijk zijn de armbesturen die het bedrag van den maandelijkschen steun, aan de behoeftigen verleend, gebracht hebben tot, op 15, 20, 25 en zelfs 50 frank; terwijl overigens, de kosten voor onderhoud in verplegingsgestichten den stijgenden stroom hebben gevolgd, waarin al de klassen der Maatschappij zich voelen meegesleept.

Voor de Burgerlijke Godshuizen van Brussel, zijn, volgens de gestichten, die uitgaven, van 1913 tot 1918, gestegen van 265 tot 414 per cent voor de volslagen onderhouden volwassenen; van 45 tot 109 per cent voor de volwassenen, wien enkel onderkomen en verwarming doch geen voedsel wordt verstrekt, en tot 176 per cent voor de volslagen onderhouden kinderen.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

BIJLAGE.

DENEMARKEN.

Ontwerp van wet op de ouderdomspensioenen
(ingediend op 4 December 1919).

Elke persoon van Deensche nationaliteit heeft, op zestigjarigen leeftijd, recht op een ouderdomspensioen, indien hij de bij de wet voorziene voorwaarden vervult.

Degene die tot een oonteerende straf veroordeeld en niet in eere hersteld werd, heeft geen recht op het pensioen.

Heeft er evenmin recht op, elke persoon die, na zijn 55^e jaar, ten voordeele van zijn kinderen of andere personen, zijn bestaansmiddelen in zulke mate heeft verminderd, dat hij zich juist daardoor het recht op pensioen heeft verschaft.

Hetzelfde geldt voor gehuwde personen, indien een der echtgenooten dergelijke schikkingen met medeweten en toestemming van den andere heeft getroffen. Het recht op pensioen is nog verbeurd, indien de belanghebbende of zijn echtgenoot zijn economischen toestand door een bandeloos of een vadsig leven of door elke andere persoonlijke schuld heeft verzwakt.

De belanghebbende moet gedurende de vijf jaren die het indienen van zijn vraag om pensioen voorafgaan in Denemarken hebben verbleven.

De aanvrager mag in den loop der drie jaren die zijn aanvraag voorafgaan geen openbaren onderstand hebben genoten, die hem zijn recht of pensioen zou doen verliezen.

De aanvrager mag, in den loop der drie jaren die het indienen van zijn aanvraag voorafgaan, niet veroordeeld zijn geweest voor landlooperij of bedelarij, noch een leven gesleten hebben dat opspraak verwekte (dronkenschap, enz.).

De aanvraag wordt bij het gemeentebestuur ingediend, op een daarvoor bestemd formulier, dat met de antwoorden op de gestelde vragen moet ingevuld worden; de noodige stukken dienen er bijgevoegd.

Het gemeentebestuur onderzoekt de aanvragen, beslist, over hun gegrondheid en stelt, mogelijkerwijze, het bedrag van het pensioen vast.

Vast deel van het pensioen.

Het ouderdomspensioen bestaat uit een jaarlijksch vast bedrag, desnoods vermeerderd met het aanvullend bedrag dat het gemeentebestuur zou noodig oordeelen, met het oog op bijzondere omstandigheden, om aan den verkrijger zijn bestaan en dat van zijn gezin of, bij ziekte, de geneeskundige zorgen en het opheffen in een hospitaal te verzekeren.

Het vaste deel van het pensioen wordt als volgt vastgesteld :

	Te Kopenhagen, Frederiksberg en in steden met 20,000 en meer inwoners.	In andere steden en gemeenten met 2,000 en meer inwoners.	In landelijke gemeenten met minder dan 2,000 inwoners.
Voor man en vrouw, wanneer beiden ten volle 60 jaar oud zijn	780 kroon per jaar.	710 kroon per jaar.	640 kroon per jaar.
Het bedrag van het pensioen wordt, met terugwerkende kracht tot den dag van de aanvraag, wanneer een der echtgenooten in zijn			
61 ^e jaar is, gebracht op	840	770	690
62 ^e » » »	900	820	740
63 ^e » » »	970	890	800
64 ^e » » »	1050	960	860
65 ^e » » »	1140	1040	930
66 ^e » » »	1230	1120	1010
Voor vrijgezellen en echtgenooten waarvan de man alleen ten volle 60 jaar is	420	380	340
Het bedrag van het pensioen wordt, met terugwerkende kracht (zie hierboven), voor de personen van ten volle			
61 jaar, gebracht op	450	410	370
62 » » »	490	440	390
63 » » »	520	470	420
64 » » »	570	510	460
65 » » »	610	550	500
66 » » »	660	600	540
Voor ongehuwde vrouwen en echtge- nooten, wanneer alleen de vrouw ten volle 60 jaars is	360	330	300
Het bedrag van het pensioen wordt, met terugwerkende kracht (zie hierboven), voor de personen van ten volle			
61 jaar, gebracht op	390	360	320
62 » » »	420	380	350
63 » » »	450	410	370
64 » » »	490	450	400
65 » » »	530	480	440
66 » en meer, »	570	520	470

Bijkomend deel van het pensioen.

Voor elk bedrag van 54 kroon, waarvan de duurtetoeslag die aan de gehuwde Staatsbedienden, krachtens de wet van 12 September 1919, is toegekend, jaarlijks 702 kroon overschrijdt, wordt aan de pensioentrekkenden, voor het voorzien halfjaar (April-September, Oktober-Maart), boven het vaste deel, tijdelijk jaarlijks onderscheidenlijk 18, 12 en 30 kroon verleend aan de vrijgezellen, de ongehuwde vrouwen en de echtgenooten die beiden ten volle 60 jaar oud zijn.

Indien de wet op de invaliditeitsverzekering wordt gestemd (een ontwerp werd op 4 September 1919 ingediend), moet het pensioen dat aan den invaliede, die 60 jaar wordt en onder het stelsel der ouderdomsverzekering komt, wordt verleend altijd ten minste gelijk zijn aan de invaliditeitsrente.

Berekening van het inkomen.

Wanneer het er op aankomt te beslissen of een persoon, met het oog op zijn inkomen, recht heeft op ouderdomspensioen, moet een bedrag van 600 kroon van dat inkomen niet in aanmerking komen; voor echtgenooten is dat bedrag 900 kroon per jaar, welke ook de oorsprong van het inkomen zij. Indien het inkomen 600 kroon (of 900 kroon) overschrijdt, moet van het inkomen tusschen 600 en 800 (900 en 1,200 kroon) de helft van het vaste bedrag dat als pensioen wordt verleend, en van het inkomen tusschen 800 en 1,000 (1,200 en 1,500 kroon), de drie kwart, afgerekend worden. Het deel van het inkomen boven die bedragen worden geheel afgerekend.

Indien, door die afrekening, het pensioen lager is dan 60 kroon per jaar, wordt het geschorst.

Het pensioen wordt elke maand, door de gemeente waar de rechthabende verblijft, uitbetaald. Indien het niet hooger is dan 120 kroon per jaar, mag het ook, per kwartaal, vooruit betaald worden.

De helft van de uitgaven der gemeenten voor de ouderdomspensioenen is voor rekening van den Staat.

De wet van 9 April 1891 op de ouderdomspensioenen en de wetten waarvoor ze werd geweigerd, zijn ingetrokken.

(De bedragen zijn in kronen uitgedrukt, de kroon = 1 fr. 39.)

Wetten en reglementen afgekondigd in den vreemde.

GROOT-BRITTANJE.**WET VAN 23 DECEMBER 1919 OP DE OUDERDOMSPENSIOENEN.**

De Kommissie der arbeiderspensioenen, welke in April 1919 door den Minister van Financiën werd aangesteld, heeft zich beziggehouden met verschillende hervormingen die aan het stelsel dat thans van kracht is

(wetten van 1908 en 1911) dienen gebracht, namelijk het herzien van het bedrag van het pensioen, het berekenen van het inkomen der rechthebbenden en zijn invloed op het bedrag van het pensioen. De Kommissie heeft erkend dat de vermindering welke de koopkracht van het geld had ondergaan een wijziging aan het vaststellen van het bedrag van het in aanmerking te nemen inkomen noodzakelijk maakte, om de verzekerden in een toestand te plaatsen gelijk aan dien waarin zij zich in 1914 bevonden. De Kommissie erkende evenwel dat tegen het rekening houden van het inkomen van den rechthebbende verschillende bezwaren zijn aangevoerd :

1^o Het bestaan van een beperking van het inkomen geeft aan de wet een karakter van bedeeling, van « armenwet », en doet het verleenen van het pensioen op een gebaar van medelijden lijken ;

2^o Door bij het in aanmerking te nemen inkomen bijvoorbeeld vergoedingen der maatschappijen van onderlingen bijstand te rekenen, benadeelde men den geest van vooruitzicht en spaarzaamheid ;

3^o De onderzoekingen die voor het vaststellen van het inkomen noodig zijn, geven aanleiding tot verbittering en misnoegen.

De Kommissie nam aan dat, in feite, de huidige wet steeds het karakter van een bedeelingswet heeft. Zij erkent het pensioen niet als een recht. Zoolang er een beperking van inkomen zal bestaan, zal het pensioen het karakter van een weldaad behouden, aangezien zij op een staat van « armoede » zal gesteund zijn. De Kommissie was ook van meening dat men geen rekening had moeten houden van de bedragen die den rechthebbende toekwamen naar aanleiding van spaarzaamheid van zijnentwege (onderlingen bijstand, vakvereenigingen, spaarkas).

Sommige deskundigen stelden zelfs voor geen rekening te houden van de hulp die door familieleden, gewezen werkgevers of vrienden wordt verleend. De arbeidersgezinnen zien met leedwezen dat zij, nadat zij met moeite hun « oudjes » tot 70-jarigen leeftijd hebben onderhouden, bij slot van rekening het pensioen in gevaar brengen..

Anderen hadden het inkomen dat de gepensioneerden zich bij gelegenheid door arbeid verschaffen willen buiten rekening laten. Het is gezonder voor de onderlingen dat zij eenig ondergeschikt werk verrichten dan dat zij hun dagen in ledigheid doorbrengen. Het komt er bovendien op aan, ten aanzien der noodwendigheden van het oogenblik, dat elk moge werken in de mate van zijn krachten.

Indien men al die bronnen van inkomen buiten aanmerking liet, zou maar alleen het inkomen door erfenis overblijven. Maar kan men ook in dat geval een nauwkeurige grenslijn trekken tusschen hetgeen door erfenis is verkregen, waarbij het sparen een rol kan spelen, en hetgeen door schenking tusschen levenden en bij testament is verkregen? In de praktijk zou het maken van al dat onderscheid, nieuwe moeilijkheden verwekken.

De Kommissie erkende de juistheid van de bezwaren tegen de onderzoekingen om het bedrag van het inkomen vast te stellen. Daar zij over soms moeilijk te beoordeelen aangelegenheden liepen, konden zij zeer uiteenlopende uitslagen opleveren en waren zij juist daardoor een bestendige bron van misnoegen.

Om die redenen, eischte de Kommissie afschaffing der beperking van het inkomen.

Een zeker aantal leden hadden het invoeren van een algemeen pensioenstelsel op 70 jaar gevraagd. Dergelijk stelsel zou aan de wet haar uitzonderings- en liefdadigheidskarakter ontnemen. Er zouden geen verbitterende onderzoeken meer zijn. Het pensioen zou trouwens slechts betaald worden aan degenen die er om zouden vragen. Het is dit stelsel dat door de Kommissie werd aanbevolen, onder voorbehoud van de kwestie der geldmiddelen (men schatte de jaarlijksche uitgave op 44,000,000 pond, waarmee aan elken 70 jarigen rechthebbende een wekelijksche rente van 10 shilling zou kunnen uitbetaald worden).

Het besluit van de meerderheid der Kommissie werd door den wetgever niet aangenomen; deze schijnt zich bij de zienswijze van de minderheid (de heeren Henry A. Robinson en medestanders) aangesloten te hebben.

Over het stelsel der algemeene pensioenen, namelijk, deed de minderheid opmerken dat het invoeren van dergelijk stelsel onmiddellijk een nieuwe beweging zou verwekken. De arme standen zouden eenigszins terecht van gevoelen zijn dat de Staat, door aan den rijke dezelfde rente te verleen als aan de behoeftigen, de eersten natuurlijk begunstigt. Het pensioen der armen zou dan moeten verhoogd worden, zoodat de beperking van het inkomen weer zou ingevoerd worden onder een vorm die weinig van den huidige zou verschillen.

*
* * *

De wet van 23 December bevat de volgende bepalingen :

Het bedrag van het pensioen is voortaan vastgesteld als volgt :

<i>Inkomen van den belanghebbende.</i>				<i>Wekelijksch bedrag van het pensioen.</i>
Wanneer het jaarlijksche inkomen van den ouderling				
£. 26.5	niet overschrijdt			10 shilling
Als het hooger is dan £. 26.5	zonder £. 31.10	te veroverschrijden.		8 »
»	» 31.10	» 36.15	»	6 »
»	» 36.15	» 42.—	»	4 »
»	» 42.—	» 47.5	»	2 »
»	» 47.5	» 49.17.6	»	1 »
»	» 49.17.6			Niets.

Voortaan zal, voor het schatten van het inkomen van een persoon, met het oog op het vaststellen van zijn pensioen, als volgt worden gehandeld :

De waarde der aan dien persoon behorende goederen (behalve de eigendommen die hij zelf in gebruik zou hebben of waarvan hij zelf zou genieten) zal als volgt berekend worden :

a) Er zal geen rekening gehouden worden van de eerste 25 pond der kapitaalswaarde van die goederen;

b) De jaarlijksche waarde van het volgend bedrag van 375 pond, zal voor een twintigste der kapitaalswaarde in rekening komen ;

c) De jaarlijkse waarde van al de goederen boven 400 pond, zal voor een tiende der kapitaalswaarde in rekening komen.

Om het inkomen, waarop de belanghebbende redelijkerwijs in den loop van het komende jaar mag hopen, te berekenen, zullen de bedragen die, gedurende een tijdperk van ten hoogste drie maand, door den belanghebbende of zijne echtgenoot, krachtens een geneeskundig getuigschrift, als ziekte onderstand vanwege een maatschappij van onderlingen bijstand, een beroepsvereniging of krachtens de wet van 1911 op de nationale verzekering werden ontvangen, niet in aanmerking genomen worden.

Er mag geen rekening gehouden worden van de meubelen of de persoonlijke kleederen van den belanghebbende, welke ook hun waarde zij.

Indien de belanghebbende bij vonnis van zijn vrouw is gescheiden, mag geen rekening gehouden worden van hetgeen hij aan zijn van hem gescheiden echtgenoot moet betalen.

De verzekerde die in een « workhouse » of een andere wettelijke armeninstelling, voor het ondergaan van genees- of heilkundige behandeling, is opgenomen, mag, gedurende de drie maanden die op zijn opneming volgen, van zijn pensioen niet beroofd worden, op voorwaarde dat die behandeling noodzakelijk blijft.

De bepaling der wet van 1908 betreffende « den persoon die, vóór hij recht op pensioen had, geen arbeid in overeenstemming met zijn bekwaamheid, zijn middelen en zijn behoeften, voor het onderhoud of in het voordeel van hemzelf of van zijn wettige nabestaanden, heeft verricht », is ingetrokken.

De bepalingen der vroegere wetten, krachtens dewelke elk persoon die voor een misdrijf is opgesloten, zijn pensioen niet kan trekken zoolang hij zich in hechtenis bevindt en gedurende een tijdperk van zes jaar vanaf den dag van zijn invrijheidstelling, en de bepalingen krachtens dewelke ieder persoon die voor openbare dronkenschap werd veroordeeld, gedurende zes maand na zijn veroordeeling van zijn recht op pensioen is beroofd, zijn eveneens ingetrokken.



PROJET DE LOI

modifiant la législation relative
aux pensions de vieillesse.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Une pension annuelle est accordée aux Belges, âgés de 65 ans, et résidant en Belgique, dans les conditions ci-après déterminées :

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent des avantages équivalents à nos nationaux pourront également bénéficier de la dite allocation.

ART. 2.

En vue d'établir le maximum du montant de la pension, les communes du royaume sont réparties en quatre catégories :

WETSONTWERP

de wetgeving betreffende de ouderdomspensioenen, wijzigende.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

ARTIKEL EEN.

Een jaarlijksch pensioen wordt onder navermelde voorwaarden verleend aan de Belgen die den leeftijd van 65 jaar bereikt hebben en in België verblijven.

De aanhorigen van vreemde landen die aan onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen verleen, kunnen eveneens van voormelde uitkeering genieten.

ART. 2.

Met het oog op de vaststelling van het maximum pensioenbedrag, worden de gemeenten van het Rijk in vier categorieën verdeeld :

1^{re} catégorie : communes de plus de
25,000 habitants ;
2^e " " de 5,001 à
25,000 habitants ;
3^e " " de 1,001 à
5,000 habitants ;
4^e " " de 1,000 ha-
bitants et moins.

Une commune pourra être classée dans une catégorie supérieure par la Députation permanente, après avis du Conseil communal et du Comité de patronage des Habitations ouvrières et des Institutions de prévoyance.

ART. 3.

Le maximum du montant de la pension est fixé comme suit :

Pour les communes comprises dans la

1 ^{re} catégorie :	720 francs ;
2 ^e " :	660 "
3 ^e " :	600 "
4 ^e " :	540 "

ART. 4.

Le requérant bénéficiera du taux de la pension afférent à la commune où il a son domicile réel et sa résidence. Dans le cas où il résiderait dans une commune autre que celle de son domicile, le taux de la pension qui servira de base sera celui de la commune comprise dans la catégorie la moins favorable.

ART. 5.

Au cas où le requérant disposerait de certaines ressources, la quotité maximum de la pension est diminuée du montant de ces ressources suivant un barème par tranches établi comme

1^{re} catégorie : gemeenten met meer dan
25,000 inwoners ;
2^{de} " " met 5,001 tot
25,000 inwoners ;
3^{de} " " met 1,001 tot
5,000 inwoners ;
4^{de} " " met 1,000 in-
woners en minder.

Een gemeente kan in een hogere categorie gerangschikt worden door de Bestendige Afvaardiging, na advies van den gemeenteraad en van het Volkswonings- en Voorzorgskomitee.

ART. 3.

Het maximum pensioenbedrag wordt vastgesteld als volgt :

Voor de gemeenten vallende en de

1 ^{re} catégorie :	720 frank.
2 ^{de} " :	660 "
3 ^{de} " :	600 "
4 ^{de} " :	540 "

ART. 4.

De pensioenvrager zal het pensioenbedrag genieten in verband met de gemeente waar hij zijn werkelijke woon- en verblijfplaats heeft. Mocht hij in een andere gemeente verblijven dan die waarin zijn woonplaats is, dan zal het tot grondslag te nemen pensioenbedrag dat zijn, van de gemeente hoorende tot de minst voordeelige categorie.

ART. 5.

In geval de aanvrager over sommige bestaansmiddelen mocht beschikken, dan wordt het maximum-pensioenbedrag verminderd met het bedrag van die bestaansmiddelen, naar een glijden-

suit et sauf ce qui est dit à l'article suivant :

1^{re} catégorie :

Ressources de l'impétrant.	Montant de la pension.
plus de 720	0
600 à 720	120
480 à 600	240
360 à 480	360
240 à 360	480
120 à 240	600
moins de 120	720

2^e catégorie :

Plus de 600	0
550 à 600	110
440 à 550	220
330 à 440	330
220 à 330	440
110 à 220	550
moins de 110	660

3^e catégorie :

Plus de 600	0
500 à 600	100
400 à 500	200
300 à 400	300
200 à 300	400
105 à 200	500
moins de 100	600

4^e catégorie :

Plus de 540	0
450 à 540	90
360 à 450	180
270 à 360	270
180 à 270	360
90 à 180	450
moins de 90	540

ART. 6.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources des intéressés. Toutefois, il ne pourra être tenu compte que des res-

den rooster vastgesteld als volgt, behoudens het in 't volgend artikel vermelde :

1^{ste} categorie :

Bestaansmiddelen van den aanvrager.	Pensioen- bedrag.
Boven 720	0
600 tot 720	120
480 tot 600	240
360 tot 480	360
240 tot 360	480
120 tot 240	600
minder dan 120	720

2^{de} categorie :

Boven 660	0
550 tot 660	110
440 tot 550	220
330 tot 440	330
220 tot 330	440
110 tot 220	550
minder dan 110	660

3^{de} categorie :

Boven 600	0
500 tot 600	100
400 tot 500	200
300 tot 400	300
200 tot 300	400
100 tot 200	500
minder dan 100	600

4^{de} categorie :

Boven 540	0
450 tot 540	90
360 tot 450	180
270 tot 360	270
180 tot 270	360
90 tot 180	450
minder dan 90	540

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de voor het ramen van de bestaansmiddelen der belanghebbenden na te leven regelen vaststellen. Er zal evenwel slechts

sources personnelles du requérant et, éventuellement; de celles de son conjoint; en outre, il y aura lieu d'immuniser : 1° à concurrence de 50 p. c. le salaire de l'intéressé et celui de son conjoint, ainsi que les pensions alimentaires payées par les enfants ou autres descendants; 2° à concurrence de 360 francs, les pensions de retraite et autres ressources provenant de l'effort d'épargne et de prévoyance de l'intéressé.

ART. 7.

Ne peut prétendre à la pension, toute personne qui, après avoir accompli sa 55^e année, a diminué au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance dans une telle mesure qu'elle s'est par là même, ouvert le droit à la pension.

ART. 8.

Les dépenses nécessaires au paiement des pensions prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour $\frac{4}{8}$, des provinces pour $\frac{1}{8}$ et des communes pour $\frac{3}{8}$. Toutefois, les communes pourront faire intervenir les bureaux de bienfaisance en tout ou en partie, dans le paiement de leur part après approbation de la Députation permanente, le Conseil d'administration du Bureau de bienfaisance entendu.

ART. 9.

La liquidation des pensions s'effectuera par le Département de l'Industrie,

rekening mogen gehouden worden met de persoonlijke bestaansmiddelen van den aanvrager of de aanvraagster en, in voorkomend geval, met die van de (n) echtgenoot (echtgenoot) bovendien dient niet in aanmerking genomen : 1° het loon van de (n) belanghebbende en dat van haar (zijn) echtgenoot (e), tot een beloop van 50 t. h., evenals door de kinderen of andere afstammelingen uitbetaalde jaargelden tot onderhoud; 2° de lijferentpensiöenen en andere bestaansmiddelen, vruchten van spaarzaamheid en voorzorg, tot een beloop van 360 frank.

ART. 7.

Kan niet op bedoeld pensioen aanspraak maken, de persoon die, na voltrekking van zijn 55^e jaar, ten behoeve van zijn kinderen of van andere personen, zijn bestaansmiddelen in zulke mate heeft verminderd dat hij, daardoor zelf, recht op bedoeld pensioen heeft verkregen.

ART. 8.

De tot uitbetaling van de bij deze wet voorziene pensioenen noodige sommen, komen voor $\frac{4}{8}$ ten laste van den Staat voor $\frac{1}{8}$ en ten laste der provinciën en voor $\frac{3}{8}$ ten laste der gemeenten. De gemeenten evenwel mogen de betaling van hun aandeel geheel of gedeeltelijk ten laste leggen van de weldadigheidshureau's, mits goedkeuring van de Bestendige Afvaardiging, den beheerraad van het Weldadigheidsbureau gehoord.

ART. 9.

De betaalbaarstelling der pensioenen geschiedt door het Departement van

du Travail et du Ravitaillement. La part des provinces et des communes sera récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

ART. 10.

La pension accordée en vertu de la présente loi est incessible et insaisissable, si ce n'est au profit des établissements publics ou privés hospitaliers pour le paiement de l'entretien des bénéficiaires admis à l'hospitalisation.

ART. 11.

Toute personne qui aura fait de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de faire obtenir la pension de vieillesse ou de faire majorer le taux de la pension, sera punies d'une amende de 5 à 25 francs, sans préjudice de la restitution du montant des pensions indûment perçues.

ART. 12.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, modifiée par celle du 14 juin 1919 et de l'article 10 de la loi du 10 mai 1900, sont abrogées.

ART. 13.

Les dépenses à résulter du paiement des pensions à allouer en vertu de la présente loi et de l'attribution des primes d'encouragement en exécution des lois du 10 mai 1900 et du 5 juin 1911, seront désormais liquidées sans

Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Het aandeel der provinciën en der gemeenten zal ingehouden worden op het hun door den Staat toegekende aandeel der belastingen.

ART. 10.

Het krachtens deze wet verleend pensioen is onvatbaar voor overdracht noch voor inbeslagneming, tenzij ten behoeve van openbare of private liefdadigheidsinrichtingen, voor de betaling van de onderhoudskosten der in zulke inrichtingen opgenomen pensioentrekkers.

ART. 11.

Iedere persoon die valsche verklaringen heeft afgelegd om het ouderdomspensioen te bekomen of te doen bekomen of om het pensioenbedrag te doen verhoogen, wordt gestraft met een boete van 5 tot 25 frank, onverminderd de terugbetaling van het ten onrechte getrokken pensioenbedrag.

ART. 12.

De bepalingen van art. 9 der wet van 10 Mei 1900 gewijzigd bij die van 15 Juni 1919, en van art. 10 der wet van 10 Mei 1900, worden ingetrokken.

ART. 13.

De sommen noodig voor de uitbetaling der krachtens deze wet te verleenen pensioenen en der naar luid van de wetten dd. 10 Mei 1900 en 5 Juni 1911 toegekende aanmoedigingspremiën zullen voortaan uitgekeerd wor-

l'intervention du fonds spécial créé par l'article 11 de la loi du 10 mai 1900 et imputées sur les crédits à inscrire annuellement au budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Le fonds spécial des dotations continuera à subsister pour sa liquidation.

ART. 14.

Les mesures d'application de la présente loi seront réglées par arrêté royal.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1920.

den zonder tussenkomst van het bijzonder fonds, tot stand gebracht bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900 en aangerekend worden bij de jaarlijks in de begroting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading in te schrijven kredieten.

Het bijzonder dotatiefonds blijft bestaan tot aan de vereffening er van.

ART. 14.

De maatregelen voor de toepassing dezer wet zullen bij Koninklijk besluit geregeld worden.

Gegeven te Brussel, den 26^e Maart 1920.

ALBERT.

par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.